Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol. 5, n°2 | Juin 2014

Varia

Geneviève Azam, Maxime Combes, Christophe Bonneuil, 2012, *La nature n'a pas de prix. Les méprises de l'économie verte*, Éditions Les liens qui libèrent, 195 pages.

Thomas Zéroual

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/10310>

DOI : 10.4000/developpementdurable.10310

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Thomas Zéroual, « Geneviève Azam, Maxime Combes, Christophe Bonneuil, 2012, *La nature n'a pas de prix. Les méprises de l'économie verte*, Éditions Les liens qui libèrent, 195 pages. », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 5, n°2 | Juin 2014, mis en ligne le 20 juin 2014, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/10310> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.10310>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Geneviève Azam, Maxime Combes, Christophe Bonneuil, 2012, *La nature n'a pas de prix. Les méprises de l'économie verte*, Éditions Les liens qui libèrent, 195 pages.

Thomas Zérroual

Contexte

- 1 Nos modes de consommation et de production semblent de moins en moins compatibles avec le respect de l'environnement. Pour tenter d'y remédier, le rapport Brundtland en 1987 puis le sommet de la terre en 1992 ont pourtant popularisé le « développement durable ». Ce développement veut concilier exigence économique, sociale et environnementale. Les effets sont encore peu convaincants. Aujourd'hui, l'économie verte veut à son tour concilier ses exigences en accentuant une option : l'intégration de la nature dans de nouveaux marchés. L'efficacité supposée du marché atténuerait ainsi les impacts environnementaux. C'est notamment cette hypothèse de travail qui est critiquée par trois auteurs dont la présente fiche de lecture vous synthétise le propos.

Introduction

- 2 Une *nouvelle* économie supposée moins nocive pour l'environnement devrait nous donner de *nouveaux* espoirs. Azam, Bonneuil et Combes veulent néanmoins « *comprendre le sens* » de cette économie dite « verte » et ne pas céder trop vite « *aux perversions du langage* » (p. 11). C'est l'enjeu de cet ouvrage intitulé : *La nature n'a pas de prix. Les méprises de l'économie verte*.
- 3 L'introduction s'organise autour d'une série d'alertes écologiques, dont la capture de la biomasse, l'extraction massive des ressources et la catastrophe de Fukushima. Mais cette introduction ne se limite pas à dresser un état des lieux. Le moyen de l'économie verte d'une part et l'objectif de cette économie verte d'autre part y sont également dévoilés. Le moyen principal de l'économie verte est d'internaliser les ressources naturelles ou, comme le notent les auteurs, « *de maîtriser la nature en la faisant entrer dans les cycles de production économique* » (p. 14). Quant à l'objectif poursuivi, il s'agit d'« *assurer la poursuite du processus capitaliste* » (p. 13). L'analyse des auteurs se veut critique aussi bien sur les modalités que sur la finalité de l'économie verte : « *La destruction de la nature ne serait ni atténuée ni davantage supportable si un prix de marché lui était attribué, comme le réclame les partisans de l'économie verte* » (p. 16).
- 4 Comment alors ne plus se méprendre sur cette économie dite « verte » ? Pour nous y aider, les auteurs proposent quatre chapitres que nous allons commenter dans les sections suivantes.

Chapitre 1. Le monde face à la crise écologique globale : géopolitique de l'environnement de 1945 à Rio (1992)

- 5 Après un rappel succinct sur l'origine du mot « écologie », les auteurs analysent le contexte politique et économique de 1945 à 1972. Pendant cette période, une tension apparaît autour de l'idée de progrès. Le progrès tend largement à se confondre avec la croissance économique intensive. Dans le même temps, la surexploitation des ressources naturelles commence à être dénoncée. Pour apaiser cette tension, les États-Unis proposent une nouvelle définition des « *prélèvements nécessaires* ». Cette idée de nécessité, bien que peu précise, possède deux avantages : elle permet de ne pas bloquer

le système économique et elle envoie un signal politique à tous les acteurs soucieux des externalités négatives générées par le système économique. L'idée de progrès peut donc encore être assimilée à l'idée de croissance économique. Cette pirouette idéologique est importante car elle pose sur de mauvais rails les fondements du développement durable. « *Elle retardera durablement la prise de conscience* » avancent les auteurs (p. 23).

- 6 Un second coup de force idéologique a lieu pendant la guerre froide. Les pays sont désormais développés (et non plus colonisateurs) et veulent aider les pays en développement (et non plus colonisés) par l'assistance technique. La croissance et les avancées scientifiques deviennent alors « *les meilleurs remèdes à la pauvreté et à l'environnement* » (p. 30). Les progrès scientifiques n'aideront pourtant pas à diminuer les impacts environnementaux mais accélérera l'appropriation de l'environnement par quelques pays. Ils mèneront à « *une politique agressive en matière de droits de propriété intellectuelle, notamment sur les découvertes scientifiques* » (p. 36).

Chapitre 2. L'échec des ambitions de Rio (1992)

- 7 Le rapport Brundtland, sans doute le rapport le plus médiatisé sur le développement durable, est rapidement présenté par les auteurs pour laisser place à l'analyse d'un troisième coup de force idéologique. Une forte proximité entre théories ultralibérales et acteurs politiques influence les choix en matière d'objectifs et d'instruments politiques dans la gestion environnementale. Concernant les objectifs, le marché doit jouer son rôle de régulateur... en solitaire. Pour ce faire, l'État doit organiser parfaitement les conditions de succès d'un marché encore imparfait. Autrement dit, l'État doit intervenir pour ne plus avoir à le faire. Cet objectif peut se concrétiser par le biais de l'internalisation des effets externes. Le moyen principal est alors de donner un prix à l'environnement, qu'il s'agisse des ressources et/ou des dommages environnementaux. « *Ce prix, répercuté dans le prix total des biens, est supposé refléter la totalité des informations nécessaires aux agents économiques pour faire des choix tenant compte de ces effets externes* » (p. 47).
- 8 Une fois le prix posé, la marchandisation de l'environnement est acceptée comme une évidence. La biodiversité devient par exemple une ressource. Des échecs sont pourtant visibles. Mais ni l'échec du marché de la biodiversité (p. 57) ni l'échec du marché du carbone (p. 75) ne semblent pouvoir ralentir le processus capitaliste.

Chapitre 3. Du « Développement durable » à l'« économie verte » : les nouveaux habits de la marchandisation de la terre

- 9 Dans ce contexte, l'économie verte apparaît et représente un quatrième coup de force idéologique. « *La nature n'est plus seulement un stock de ressources à la disposition des humains, mais une merveilleuse entreprise capable de produire gratuitement et de manière infinie des services écosystémiques* » (p. 80). Cette évolution intellectuelle est la combinaison des coups de force précédents. Une fois la nature confondue avec un stock et le progrès technologique considéré comme un sauveur, un problème semblait demeurer : ce stock naturel s'épuise. L'économie verte permet alors d'assurer le

passage du stock épuisable à un flux producteur de service inépuisable. « Dans ces conditions, les irréversibilités ne peuvent être que passagères » (p. 83). Accompagnée du progrès technique, la croissance dite « verte » est désormais infinie. La biomasse sert d'exemple référent pour illustrer ce nouvel argumentaire orthodoxe (p. 90).

Chapitre 4. Vers des sociétés du bien vivre, du *buen vivir*

- 10 Le dernier chapitre propose quelques pistes de réflexion pour sortir l'environnement du cycle productif. C'est d'abord sur les idées véhiculées par le cadre théorique orthodoxe qu'il semble nécessaire d'agir. Quand ce cadre théorique déforme des objets de recherche pour les adapter à ces hypothèses et à sa méthodologie, il faut sortir l'objet de recherche – ici l'environnement – du cadre théorique. Sans jouer sur les mots, le chapitre 4 va même plus loin en nous proposant de sortir le cadre théorique de notre environnement.

Conclusion

- 11 La nature n'a donc pas de prix, mais elle a une valeur. Les économistes orthodoxes peuvent continuer de poser (et d'imposer) un prix sur les ressources naturelles afin de faciliter la coordination du marché. Mais il n'est pas sûr que les arguments développés dans cet ouvrage laissent une chance aux hypothèses orthodoxes. Le livre dévoile une toile de fond institutionnelle et théorique depuis la seconde guerre mondiale. Cette mise en perspective historique ne laisse aucune chance aux solutions miraculeuses.
- 12 À force de parier sur les progrès technologiques pour diminuer les externalités environnementales négatives, à force de coups idéologiques pour imposer le marché comme régulateur principal et renvoyer l'État au simple statut de régulateur secondaire, les orthodoxes paraissent devenir eux-mêmes les *homo oeconomicus* qu'ils mobilisent dans leurs travaux : des agents dénués de réflexion.
- 13 L'objectif de l'ouvrage était de ne plus se méprendre sur l'économie verte. Une double méprise peut être gardée en mémoire. Méprise sur l'objet en premier lieu : l'environnement est réduit à du quantifiable dans le courant orthodoxe. Méprise sur l'objectif en second lieu : la couleur verte ne peut suffire ici à camoufler les dérives du capitalisme. L'accumulation pour l'accumulation, auto-qualifiée économie verte, représente donc la cible que les auteurs ne manquent pas.
- 14 Il existe au moins une forme d'accumulation saine, celle du savoir. C'est l'impression laissée par cet ouvrage. Espérons que ce savoir ne servira pas une nouvelle fois au capitalisme à se régénérer, comme l'ont démontré Boltanski et Chiappello dans *Le nouvel esprit du capitalisme*.

Annexe. La critique de la méthode

- 15 Suite à la conclusion, l'ouvrage s'achève avec une annexe de Harribey intitulée « Sur la valeur économique des services rendus ». L'auteur insiste également sur les limites et les dangers de la mesure. Pour cela, Harribey insiste sur plusieurs points importants.

L'évaluation ne se limite pas à la mesure. La mesure ne se limite pas à la monétarisation. La monétarisation reste inadaptée à des objets « communs ». Aucun prix n'a encore jamais réussi à sauver un bien... encore moins un bien commun.

AUTEUR

THOMAS ZÉROUAL

Thomas Zéroual est économiste. Il enseigne à l'École Supérieure du Commerce Extérieur. Ses travaux portent sur les prestations de service, l'innovation et la durabilité du transport.